ASSEMBLÉE NATIONALE

15 novembre 2018

LOI DE PROGRAMMATION 2019-2022 ET DE RÉFORME POUR LA JUSTICE - (N° 1396)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N ° 1018

présenté par
Mme Lorho

ARTICLE 43

Supprimer les alinéas 20 à 31.

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'efficacité des stages, alternative plaidée par l'organisation judiciaire à la seule fin de désengorger les prisons, est remise en question par nombre d'acteurs traditionnels du champ médico-social. Psychologues, travailleurs sociaux comme intervenants auprès des familles déplorent l'existence d'un « stage de responsabilité parentale » culpabilisant [Boir GAUTRON, RAPHALEN, Revue Déviance, Les stages, une nouvelle forme de pénalité ?] Ce dernier, proposé au 6° du présent article, constitue par ailleurs une immixtion insupportable de l'État au sein de la vie des familles françaises. Par ailleurs, le « stage de sensibilisation à la sécurité routière » semble particulièrement superflu. Constituant, en 2014, près de 34 % des délits prononcés, les délits routiers doivent être sanctionnés d'une amende dissuasive. Le refus opposé par la commission des lois à la sensibilisation des coupables par la visite aux grands blessés de la route démontre l'absence de volonté du gouvernement de sensibiliser de manière forte les conducteurs dangereux. Quant à la sensibilisation « à l'achat d'actes sexuels » ou « à la lutte contre le sexisme », il est douteux que des stages de bonne conduite viennent à inverser une attitude hostile ; ces stages risquent plutôt de produire l'effet inverse à celui escompté.